

[Traduction]

**M. l'Orateur:** Y a-t-il unanimité?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**M. Caouette:** Je remercie mes collègues, monsieur l'Orateur. Je m'attire beaucoup de sympathie parce que je cite les paroles d'un ancien premier ministre du Canada, en l'occurrence, le très honorable Mackenzie King.

Seulement, j'aurais aimé, cet après-midi, que le premier ministre actuel, avant de quitter la Chambre, ait au moins eu le courage de nous répéter ce que Mackenzie King disait il y a déjà 33 ans, alors qu'il nous incitait à passer aux actes, à poser des gestes.

Il aurait dû admettre que le gouvernement n'exerce pas sa souveraineté, en matière monétaire et fiscale, que le gouvernement suit les ordres qui lui sont dictés par les intérêts financiers du Canada et non par le bien-être général du peuple.

Le premier ministre établissait, cet après-midi, un parallèle entre les dépenses provinciales et municipales et celles du gouvernement fédéral. La situation—le ministre des Finances, le gouvernement et les députés en sont au courant—est aussi alarmante pour les provinces, les commissions scolaires, qu'elle l'est pour Ottawa. Pourquoi? Parce qu'Ottawa ne prend pas ses responsabilités dans le domaine monétaire.

Je lisais récemment, soit le 27 février dernier, dans un journal catholique, je crois que c'est *Le Devoir* de Montréal... Je m'excuse, c'est dans *Le Droit*, un autre journal catholique, et je cite:

L'Hydro-Québec paie \$530,000 d'intérêt par jour.

L'Hydro-Québec seulement, pas la province, monsieur l'Orateur.

Voici la déclaration du président de l'Hydro-Québec:

L'Hydro-Québec a dû emprunter \$260,000,000 annuellement...

Emprunter de qui, monsieur l'Orateur? Qui a le pouvoir de prêter, si les gouvernements n'ont pas le pouvoir de créer leur monnaie? Il y en a d'autres qui créent la monnaie! L'argent, les crédits, cela ne pousse pas dans les épinettes, dans les sapins, dans les bouleaux! Est-ce que c'est fait par des hommes, quelque part? Cela ne descend pas du ciel, comme dans le temps des Hébreux qui ramassaient la manne, le matin, dans le désert. Ce n'est pas ainsi que cela pousse. Cet argent-là est créé quelque part et le ministre ne veut pas le dire. Le premier ministre ne le dit pas, non plus!

[M. l'Orateur.]

Je continue:

L'Hydro-Québec a dû emprunter \$260,000,000 annuellement au cours des quatre dernières années «sur un marché de plus en plus serré»...

Le même marché qu'utilise le ministre des Finances: Washington!

...a déclaré hier devant les membres du Canadian Club M. Jean-Claude Lessard, président de l'Hydro-Québec.

M. Lessard a ajouté que la dette cumulée nous oblige chaque matin de 1968 à payer \$530,000 d'intérêt.

Un demi-million en intérêt seulement! Je vous garantis qu'on va devenir maîtres chez nous bientôt, très tôt même dans la province de Québec. Mais en tant que le domaine fédéral est concerné, je vous assure qu'il nous faudra vivre non seulement des décennies, mais des centaines de Confédération, avant même que nous soyons l'ombre d'un maître chez nous!

Et à ce moment, si nous ajoutons les taxes municipales, scolaires et provinciales levées sur notre production, la somme de nos dépenses directes atteint \$700,000 par jour sur lesquels nous n'avons aucune maîtrise.

**M. Grégoire:** Le gouvernement fédéral, lui, paie 4 millions par jour, en intérêt seulement.

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, sait-on que la somme de 1 milliard 406 millions en intérêt seulement, que le gouvernement fédéral paie cette année, représente \$70 par tête, au Canada? Sait-on qu'une famille de cinq personnes paie \$350 d'intérêt par année sur la dette nationale canadienne, en plus de l'intérêt sur la dette provinciale et les dettes de l'Hydro-Québec? \$70 par année! Et l'on vote des lois à bras ouverts pour augmenter les impôts et pour faire payer davantage au peuple canadien.

Le ministre des Finances n'est-il pas d'avis que le peuple en paie assez, qu'il en a assez de ce fardeau, de ce vol légalisé?

• (8.50 p.m.)

Monsieur l'Orateur, le président de la Commission de l'Hydro dit:

Ces dépenses additionnelles constituent un montant supérieur à ce que toute autre entreprise canadienne de service public est appelée à payer.

Malgré tout nous devons œuvrer pour l'avenir.

Peut-on s'imaginer une telle déclaration? Plus nous donnons, plus nous nous enlisons, plus nous calons, mais, malgré tout, allons vers l'avenir en nous enlisant et en nous calant. Il n'y a qu'un avenir devant nous: c'est celui de nous enliser, de nous caler davantage; dans un système pareil, il n'y a pas d'autre avenir. Nous sommes pris dans ce système-là.

Nos projets d'investissement pour les cinq années à venir s'élèveront certes au-delà d'un milliard